

Christian Péés, President, Cogeca

Pellervo Day 2013

Helsinki, le 10 avril 2013

Président, Chers collègues, Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de vous retrouver réunis, aujourd'hui, dans cette instance représentative de la coopération finlandaise. Je suis heureux de pouvoir partager certains de mes points de vue ayant trait aux coopératives agroalimentaires.

J'aimerais tout d'abord vous remercier pour cette invitation et l'occasion qui m'est donnée de vous présenter la COGECA, son rôle, ses objectifs et activités en termes de soutien aux coopératives agroalimentaires européennes.

La COGECA est l'instance représentative des coopératives agricoles de l'UE. Elle représente 32 organisations coopératives. Avec le COPA, qui rassemble les syndicats agricoles de l'UE, nous constituons une force représentative majeure vis-à-vis des institutions européennes.

Au sein de cette instance européenne qui nous réunit tous, nous devons nous impliquer et faire preuve de notre engagement afin qu'elle soit le lieu où se bâtissent des projets communs. Mon ambition est de la rendre une plateforme d'échange et de concertation indispensable pour permettre au modèle coopératif de se consolider favorablement à Bruxelles.

Ce dernier est méconnu et mal compris. Nous avons un effort à faire pour que nos valeurs soient davantage promues.

Aussi, cette instance devrait permettre à nos coopératives de se connaître et bâtir des projets communs. Des séances de travail autour des aspects liés au business des entreprises sont établies, les business forum accompagnent notre activité commune.

En ce moment de crise de nos systèmes économiques et politiques, la coopération et son modèle peuvent se positionner comme un réel acteur moderne et durable, apportant des réponses concrètes dans cette période d'incertitudes économiques et sociales. C'est d'ailleurs ce que l'on a pu constater au Québec lors du Sommet International des coopératives en octobre dernier que nos amis Québécois veulent pérenniser et transformer en Davos de la coopération. L'économiste Nigel Vooght y a affirmé « La crise actuelle constitue une magnifique occasion pour le secteur coopératif », « Aujourd'hui, la tendance est à la qualité et à la sécurité, et le modèle coopératif est un modèle qui réussit... »

La résilience des entreprises coopératives a été démontrée ainsi que leur capacité à supporter des périodes de récession économique, comme celle à laquelle notre société européenne fait face actuellement.

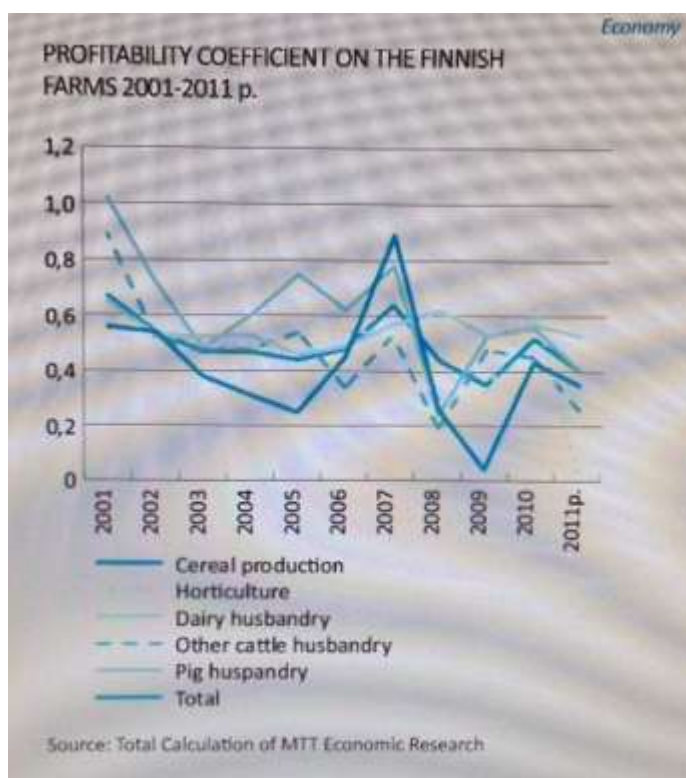
Le renforcement de la coopération agricole dans les nouveaux états membres est l'un des défis majeurs que la COGECA veut poursuivre avec une obligation de résultat : refonder la notion coopérative dans les Etats membres où celle-ci est encore associée aux expériences du passé. Pour cela je compte sur votre proximité avec les pays Baltiques pour renforcer davantage leur engagement coopératif. Nous avons tous un rôle à jouer.

Partout en Europe nous partageons des objectifs communs. Ceux-ci sont, en ce moment particulier de débats sur le financement de l'Union européenne, focalisés sur les efforts pour le maintien du budget agricole. Avec un budget amputé de 15% (en termes réels), et compte tenu des quelque 5% de réduction supplémentaire proposée par la Commission, en application du mécanisme de discipline financière, la PAC, quels que soient les arbitrages rendus sur la réforme en débat, ne pourra être à la hauteur des enjeux de l'agriculture européenne : les agriculteurs « devront faire plus avec moins ».

Certes, Il y dans le projet de la PAC des éléments positifs concernant les organisations de producteurs. Pour ma part, je pense à l'organisation de producteurs en coopératives avant tout.

Les coopératives sont des entreprises qui investissent sur l'ensemble de la chaîne alimentaire et elles assument pleinement leurs responsabilités et peuvent réduire la rudesse des marchés pour leurs membres. Mais il est une chose contre laquelle elles sont impuissantes, à savoir l'extrême volatilité des marchés agricoles, qui est destructrice de valeur et en conséquence de la construction des filières. Nous attendons beaucoup de la PAC sur ce sujet, mais les propositions sont clairement trop faibles.

En regardant la moyenne de profit des 10 dernières années en Finlande cela est très clair : les crises de marché, dues à différents facteurs, sont cycliques. Vos secteurs Porc et Céréales ont été les productions les plus touchées par la volatilité des prix agricoles. Ceux-ci se sont envolés en 2000 et en 2007 et effondrés en 2005 et 2009. Ce YO-YO des prix n'est bénéfique ni au secteur agricole ni aux coopératives.



L'aide au revenu que constitue la Politique agricole est certes importante mais, sans mécanismes complémentaires de régulation des marchés, elle n'est pas une réponse suffisante face à la volatilité des prix des matières premières. Lorsque les prix sont bas, ces aides directes ne nous permettent pas de couvrir nos coûts d'exploitation. Et lorsque les prix sont élevés, les détracteurs de la PAC en profitent pour remettre en question la légitimité même de ces aides, voire de la PAC.

Concernant le contexte national finlandais vous avez d'un coté un modèle agricole familial et vos entreprises coopératives sont, elles, l'expression d'une grande capacité à se regrouper, à se tourner à l'international et à développer une forte dimension européenne.

Cela est indispensable pour vos coopératives du secteur du bois qui constituent l'excellence européenne. La compétitivité développée dans le secteur du bois vous positionne très bien dans ce secteur. La stratégie européenne pour le bois et la forêt offrent à ce secteur une vision de plus long terme et des opportunités dans les secteurs des éco matériaux, de la biomasse et bioénergies s'ouvrent à vous de plus en plus. Vous devez capter ces opportunités et la Cogeca peut vous offrir le soutien nécessaire.

Quant à l'agroalimentaire finlandais, vous avez des grandes entreprises, avec des positionnements de premier rang sur le marché national et européen. 12% du panier ménager finlandais est encore consacré à la nourriture. Seulement 3% de moins qu'en 1995. Derrière seulement le logement et énergie pour lesquels vos ménages consacrent 25% environ de leur pouvoir d'achat.

L'enjeu global européen réside dans le maintien du potentiel de production de l'Union européenne. Il ne doit pas être affecté par les réformes successives de la politique agricole. Nos entreprises coopératives doivent pouvoir augmenter de taille quand c'est nécessaire, offrir des niveaux de rémunération viables à leurs membres tout en restant compétitives sur les marchés.

Innover et regrouper l'offre pour renforcer notre position dans la chaîne alimentaire et mettre en place des économies d'échelle. En tant que mouvement européen, nous devons avoir la capacité à nous faire entendre. Le prochain 18 avril, une rencontre avec le Commissaire Barnier au marché intérieur est prévue avec le présidium de la Cogeca et du Copa sur le livre vert sur les pratiques commerciale déloyales entre entreprises.

Puisque la chaîne d'approvisionnement alimentaire poursuit son intégration et que les effets de la concentration et des consolidations sont ressenties par toutes les entreprises, nos efforts doivent se concentrer sur le rééquilibrage des rapports de force au sein de la chaîne alimentaire.

Les coopératives finlandaises ont un positionnement fort dans les secteurs laitier et bovin, mais davantage de coopération et d'initiatives entrepreneuriales sont nécessaires pour défendre ce positionnement au niveau communautaire.

La PAC devrait être au service d'un projet agricole et agroalimentaire européen, prenant toute sa place dans la compétition mondiale.

Conditionnalité, bien-être animal, refus des biotechnologies... en Europe les contraintes s'empilent donnant à nos concurrents autant de facteurs de compétitivité et créant autant de distorsions de concurrence. Si les européens veulent durcir les critères imposés à leurs agriculteurs, ils doivent les imposer aux produits que nous importons ! Nous nous interdisons le bénéfice des biotechnologies, mais cela ne nous empêche pas d'importer massivement du soja OGM. L'union européenne doit prendre conscience de l'importance de l'enjeu stratégique alimentaire.

Nous appartenons au premier secteur industriel européen, qui a un chiffre d'affaires d'environ 995 Md€ 2 fois plus que les IAA des Etats Unis, 3 fois plus que celles de la Chine, 4 fois plus qu'au Japon... Nos salariés font partie des 4,1 millions de personnes employées par le secteur. Nos coopératives agricoles sont en charge de la collecte, de la transformation et de la commercialisation d'approximativement la moitié de la production agricole primaire dans l'Union européenne, et leur chiffre d'affaires total s'élève à quelque 360 milliards d'euros.

Nos entreprises coopératives doivent pouvoir poursuivre et améliorer leur performance. Entre 2003 et 2008, les 20 plus grandes d'entre elles ont connu une croissance de 36% de leur chiffre d'affaires. S'agrandir, s'internationaliser, se consolider : ce sont des objectifs que l'on pourra atteindre seulement en réduisant l'écart de compétitivité avec nos concurrents. Notre atout complémentaire est notre double objectif économique et social envers les agriculteurs et les salariés des entreprises coopératives.

Les agriculteurs de l'UE doivent pouvoir disposer des mêmes outils de compétitivité que leurs concurrents. Au niveau mondial, le marché des seuls produits transformés (ou emballés) a connu une croissance de 7,2 % entre 2010 et 2011, de 4% en 2012. Ces projections (d'Euromonitor International) estiment ce marché à 259 milliards de dollars à l'horizon 2016. Quelle sera notre place dans cette croissance ? Quel rôle voulons-nous y jouer?

D'autre part, la Commission européenne, en tant que négociateur des accords commerciaux avec les pays tiers doit veiller à ce qu'ils soient équitables. L'Union européenne doit privilégier des accords multilatéraux par rapport aux accords bilatéraux. Nous devons travailler pour que les négociations aboutissent à des accords équilibrés qui renforcent les agriculteurs européens face aux géants que sont les Etats Unis, le Brésil ou la Chine.

Les défis et les incertitudes auxquels nous serons confrontés sont de plus en plus nombreux. Il est indispensable que les réponses qui y sont apportées s'inscrivent dans la durée et donnent de la visibilité à nos entreprises. Nous devons regarder plus loin que les discours politiques de court terme ; il est important que nous ayons une vision d'avenir pour notre secteur.

Je suis fermement convaincu du potentiel de vos coopératives agricoles et de celles de l'Union européenne. Cette conviction est renforcée par les conclusions de la vaste étude menée par la Commission européenne portant sur : « le soutien aux coopératives d'agriculteurs », commanditée par le Parlement européen et publiée récemment. Les conclusions de cette étude soulignent l'importance et l'apport positif des coopératives agricoles pour les intérêts des agriculteurs.

Aussi, je mettrai tout en œuvre pour que les décideurs saisissent l'occasion dans le contexte de la réforme de la PAC et présentent un cadre politique favorable qui permette de poursuivre la croissance des coopératives agricoles européennes.